

ALLOCUTION DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, À L'HÔTEL DE VILLE DE MONTLUÇON, VENDREDI 6 JUILLET 1984.

6 JULY 1984 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur le maire,

- Mesdames et messieurs,

- Avant de rejoindre Moulins, à l'issue des quelques quarts d'heure passés à Montluçon, et le très intéressant entretien auquel j'ai participé à l'IUT, je ne veux pas manquer de saluer les responsables, les élus, la population de cette ville, et de sa région directe.

- Ainsi que l'a rappelé M. le maire de Montluçon, j'ai, depuis longtemps, quelques relations personnelles, avec cette partie du Bourbonnais. En effet, vous avez bien voulu rappeler, monsieur le maire, que, lorsque je suis né, mon père était chef de gare de Montluçon, et que, à ce titre, si ma mère n'avait tenu à rejoindre son pays d'origine, la Charente, je me sentirais davantage encore Bourbonnais. Mais, tous les liens de famille qui existaient déjà depuis plusieurs générations, dans les régions de Montluçon, jusqu'au Berry, représentent pour moi la longue suite des temps, avec des visages aimés, tout un environnement qui me fait ressentir plus qu'ailleurs ce qu'est la -nature même des habitants de ce pays.

- Je vous rencontre avec plaisir, qui que vous soyez, quelle que soit votre opinion. J'ai vraiment beaucoup d'intérêt et de plaisir à être dans cet hôtel de ville, dans cette ville si frappée, si gravement blessée, non pas depuis six mois, ni depuis deux ans, mais depuis vingt ans, car depuis vingt ans, on sentait bien de quelle façon se détruisait peu à peu le tissu industriel sur lequel cette ville s'était développée. Au point souvent d'être citée parmi les réussites. Et voilà que, pour des raisons diverses, que je n'ai pas le temps d'analyser - au demeurant M. le Maire l'a fait excellemment - nous voilà devant le drame : près de 7000 emplois touchés, ces travailleurs en peine et en souffrance, cette jeunesse en passe d'espoir c'est-à-dire que vous êtes frappés, au meilleur de vous-mêmes, je le sais.

- Ce que je puis faire ne se résoudra pas en promesses et je n'en ferai pas. C'est le travail et la cohésion, à Montluçon-même, dans le département et la région, et ce que vous avez appelé la solidarité nationale qui répondront à la question, pas moi. Je peux, cependant, prendre part à la solidarité nationale, en exerçant mon rôle qui peut n'être pas, en effet, le plus faible maillon de la chaîne en question.\

J'ai rencontré des gens sérieux, issus de tous les milieux, du travail, de la production, de la représentation de Montluçon et de sa région, tout à l'heure. Nous avons parlé de la jeunesse, de sa formation, par quoi tout commence ! Quel métier exercer si on n'y est pas préparé ? Si l'on est préparé à des métiers que l'on ne fait pas, ce n'est pas la peine. Et les métiers changent.

- J'ai rappelé à M. le Directeur de l'IUT, que j'avais déjà fait affecter 600 à 700 jeunes gens, sortis des grandes écoles, au service militaire, pour exercer un service national, celui d'enseigner aux chômeurs les technologies de pointe. 10000 chômeurs ont été formés, dont la plupart trouvent aussitôt des emplois. J'ai dit, à Montluçon, tout à l'heure, que cet effort allait être considérablement accru, dès cette année. Et parce que les instituts de technologie, comme tous les endroits universitaires où l'on apprend, où l'on se forme, ont besoin eux-mêmes d'être équipés, j'ai réitéré ce que j'ai annoncé ce matin à Clermont-Ferrand, à savoir la création du quatrième département spécialisé de l'IUT de Montluçon, après le génie électrique et le génie mécanique, après le département des services, le génie thermique. Cela vous permettra d'une part, de diversifier vos étudiants et leurs disciplines, ce qui pourra intéresser davantage les entreprises qui font appel à ces techniques, et vous permettra d'autre part de garder chez vous une partie de ces jeunes gens qui seraient inéluctablement appelés autrement à aller vivre ailleurs. C'est le grand mal de certaines de nos provinces que de voir la jeunesse partir. Et ici, vous atteignez un record : 28 %, d'après les documents que j'ai lus. 28 % sont sans emploi. C'est dire à quel point l'urgence est là.\

Je n'ai aucune raison de dorer le tableau. Vous êtes dans une situation difficile et ce qui m'a surpris en bien, c'est que j'ai trouvé devant moi des responsables, selon l'expression-même de M. le Maire, ayant une entière réserve d'énergie. Et j'ai trouvé, aussi bien chez les responsables syndicalistes ouvriers que chez les représentants de l'administration, que chez le président de la Chambre de commerce et

d'industrie, les élus de la ville ou au Parlement, j'ai trouvé exactement la même tonalité. Vous avez su, précisément, surmonter les inévitables contradictions de la vie locale, pour opérer ensemble le sauvetage nécessaire. Cela m'a beaucoup frappé, je dois le dire, et je ne voudrais pas être en reste avec vous.

- Lorsque l'on aperçoit l'ampleur de la blessure, parler des emplois nouveaux peut paraître dérisoire car 6 à 7000 emplois, c'est une affaire d'une ampleur rarement atteinte - je veux dire en proportion de la population. J'ai pu confirmer que la Socopa, vous le savez, va développer ses actions. M. le ministre de l'industrie et de la recherche `Laurent Fabius` vous l'avait déjà dit. J'ai pu vous annoncer, je crois, c'est mieux que confirmer, que le projet d'inter-cassettes était accepté, après bien des avatars malheureux. Mais j'ai déjà dit que ce n'était pas l'Etat qui était maître d'oeuvre. L'Etat n'a pas pour charge de créer des industries ou de voler au secours des industries privées et en péril. Ce n'est pas son rôle ou bien ce serait trop facile que de demander à l'Etat de soutenir ou de remplacer les initiatives défailtantes.

- Mais là, il s'agit d'une société nationale. Elle n'est pas au service de l'Etat, mais elle doit s'insérer dans une programmation générale de restructuration industrielle et, à cet égard, Rhône-Poulenc m'a confirmé son consentement pour passer par-dessus les difficultés de financement provenant d'une hésitation d'une société américaine `groupe AGRA`, afin de compenser ses défailtances. C'est une industrie d'avenir, tout le monde le sait, et à partir de la centaine d'emplois initialement prévus, il devrait y avoir rapidement une progression.\

On m'a parlé aussi de plusieurs entreprises, mais, vous savez, ce sont des dossiers que je connais beaucoup moins bien que vous et pour cause, vous vivez là, vous connaissez, vous souffrez de la souffrance de cette région dont vous êtes issus ou dont vous êtes les représentants. Donc, c'est de vous que j'apprends beaucoup de choses. J'ai donc pu pénétrer un peu plus le dossier "Rousseau". Ces femmes travailleuses qui ont eu le courage et l'intelligence de tenter de régler elles-mêmes leurs problèmes et qui ont reçu des concours : la ville, le département, la région. Il leur manque bien des éléments et l'Etat peut-il les fournir ? Je vous ai dit, monsieur le maire, que je n'abandonnerai pas ce dossier. Mais, je ne vous ai pas dit que je vous garantissais les sommes nécessaires. Je ne vous l'ai pas dit parce que je n'en sais rien. Simplement, j'étais muni d'un dossier très sérieux, très bien étudié, à partir d'un dossier initial fourni par une organisation syndicale `CGT`, étudié par les différents services et dont on pourrait devoir tirer quelque chose. Il faudrait que je puisse, à mon tour, accrocher ce projet à celui du plan de rénovation du secteur textile, secteur qui, comme vous le savez, a été lui-même gravement affecté, puisqu'il a fallu en 1981 que M. Dreyfus, à l'époque ministre de l'industrie, mette au service de l'Etat sa grande expérience d'ancien président directeur général de Renault, et réalise ce plan de sauvetage. Mais, bien entendu, le plan de sauvetage suppose aussi des sacrifices. Je pense et j'espère qu'aujourd'hui ils ont les reins assez solides pour pouvoir participer à la sauvegarde, à la résurrection du groupe, ou plutôt de l'entreprise en question. En tout cas, vous me l'avez dit, vous me l'avez fort bien expliqué, cela ne sera pas oublié et lorsque nous aurons eu quelques correspondances, dans les jours qui viennent, nous pourrions transformer en réalité ce qui n'en est pas encore une.\

J'ai parlé de l'IUT. Je ne veux pas m'attarder sur les grands travaux, c'est une innovation que j'ai demandée au gouvernement qui, déjà, pour la troisième fois, a consacré 4 milliards à des grands travaux, qui doivent permettre, ici et là, de susciter du travail, de la création, et rendre des services, en-dehors du budget. La moitié a été consacrée jusqu'alors aux économies d'énergie et, il faut le dire, cela est d'un rapport considérable, en moins d'un an : travail de multiples artisanats, économie de pétrole, etc .. Mais il ne faut pas oublier le reste : pour ce qui nous concerne aujourd'hui, c'est l'autoroute, le chemin de fer, le canal, que sais-je encore...

- Pour l'autoroute, on vous l'a dit. Il est déjà décidé que la desserte de Montluçon sera parachevée, au nord et au sud, ainsi que le contournement. Tandis qu'on doit poursuivre la construction de la route Paris-Lyon par Montluçon, afin d'être en mesure de rendre les services attendus. En raison de la façon dont Paris a pratiquement confisqué depuis déjà des siècles, l'ensemble des structures nationales, vous vous trouvez placés de telle sorte que la plupart des réseaux, s'épanouissant à partir de Paris ou rayonnant en étoile vers le Sud-Est, vers le Sud-Ouest, vers le Nord-Est, vers le Nord-Ouest, vous ignorent et ne permettent pas à cette région de se développer. Il faut corriger cela : c'est ce que nous sommes en train de faire.\

Le premier programme est un fait qui a été dit par le M. Dreyfus, ministre de l'industrie, et qui a été dit par le ministre de l'industrie.

Je vous épargnerai un récit qui serait trop long. Mon premier propos était de vous dire la satisfaction que j'avais de me retrouver dans votre ville, c'est fait, et c'est ressenti par moi, en vérité. Mes amis bourbonnais le savent et j'ai également moi-même trop longtemps vécu en Nivernais, en symbiose avec le Nord, Nord-Est de votre département, pour ne pas garder en moi-même la certitude que ce département et ces hommes étaient capables d'énergie, d'imagination, bref, de vaincre les forces hostiles. Il y a d'ailleurs une tradition rebelle dans ce département. On ne s'est jamais laissé faire et on ne va pas commencer maintenant, je le suppose. Et si je puis vous encourager, c'est à préserver dans ce sens, bien entendu, dans le respect de la collectivité nationale et de l'Etat, lorsque l'Etat fait ce qu'il doit. Et lorsqu'aussi il reste à sa place, qui n'est pas toute la place, mais une place qui compte quand même beaucoup.

- Mesdames et messieurs, vous êtes tous représentatifs de familles, de groupes sociaux, de quartiers, villes et villages, qui représentent un grand apport historique dans l'histoire de la France, dans l'histoire des idées, des grands combats qui ont marqué l'époque industrielle, depuis la première moitié du 19ème siècle. Vous avez joué et vous jouez encore un rôle important dans ce cheminement. Vous ne vous êtes pas contentés d'être des témoins, vous êtes des acteurs, croyez-moi, et vous continuerez de l'être, des acteurs vivants, des acteurs et des créateurs de ce que doit être la France moderne, transformée, adaptée, prête à supporter et à vaincre dans la compétition internationale. Cela suppose beaucoup de conditions à réunir : certaines dépendent de moi, un peu, d'autres de vous, un peu, d'autres échappent à votre volonté, comme à la mienne. Mais elles dépendent aussi de la capacité, de l'élan national pour le redressement, que j'appelle de tous mes vœux, de la capacité dont vous faites la démonstration, de surmonter des divisions, qui dureront, mais qui s'effaceront le temps qu'il faudra pour que vous sauvegardiez votre ville, et sa région. Cela devrait aller de la même façon pour la France, avec le temps qu'il faut pour gagner la bataille qui engage tous les Français, quoi qu'ils pensent. Et je ne peux que les encourager à penser comme ils veulent. Rien ne les empêchera. La seule limite, ils la trouveront d'eux-mêmes, c'est celle que l'on appelle "l'intérêt national". Il ne m'appartient pas d'en dicter les conditions. C'est à vous de les sentir, de les comprendre et de les respecter.

- Mesdames et messieurs, merci pour votre accueil. Je salue Montluçon. Je dis que vivent ces mots - on les trouve banals, mais là ils ont un sens très actuel - oui, que :

- Vive Montluçon !

- Vive la République !

- Vive la France !\